

Les États-Unis à la croisée des chemins : entre liberté commerciale et protectionnisme

Volume 10, numéro 3, avril 2017

Résumé analytique

À l'issue de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des pays du G20 à Baden-Baden en Allemagne les 17 et 18 mars derniers, le communiqué final a passé sous silence un engagement crucial qui faisait jusqu'alors consensus. Sous la pression des États-Unis, représentés par le secrétaire au Trésor Steven T. Mnuchin, les délégués à la conférence ont, en effet, retiré l'engagement à ne pas recourir aux mesures protectionnistes dans les relations commerciales. La position officielle des États-Unis d'Amérique est d'affirmer qu'ils sont pour le libre-échange tout en précisant qu'ils croient à un commerce équitable entre les nations. Le secrétaire au Trésor Mnuchin a également pris soin de déclarer que les États-Unis ne cherchent pas à provoquer une guerre commerciale.

Cette manœuvre diplomatique des États-Unis reflète aussi un consensus au sein de l'administration Trump visant à préserver une pleine liberté d'action dans les négociations commerciales à venir. À cet égard, la réunion des chefs d'État et de gouvernement du G20 à Hambourg en juillet prochain sera déterminante sur la direction future du système commercial international.

Contenu

Les conseillers économiques
du Président Trump et les
débat sur le sort du
système commercial
international..... 2

Études économiques,
ouvrages et articles connexes
ce mois-ci..... 11

We are the giant of the economic world. Whether we like it or not, the future pattern of economic relations depends upon us. The world is waiting and watching to see what we shall do. The choice is ours. We can lead the nations to economic peace or we can plunge them into economic war.

Harry S. Truman, *Address on Foreign Economic Policy*, Delivered at Baylor University, March 6, 1947.

Les conseillers économiques du Président Trump et les débats sur le sort du système commercial international

Le président Donald Trump a assemblé à la Maison-Blanche une équipe de conseillers économiques qui propose deux approches différentes sur les questions commerciales. La première approche est celle du nationalisme économique prônée par l'économiste Peter Navarro et le conseiller personnel du président, Steve Bannon. La deuxième prône une position plus modérée en faveur du libre-échange qui est défendue par Gary Cohn, un ancien haut-dirigeant de Goldman Sachs.¹

La particularité de l'administration Trump est d'avoir créé une nouvelle structure pour fournir des conseils en matière commerciale et économique alors que les sièges au Conseil économique de la Maison-Blanche [*Council of Economic Advisors*] ne sont toujours pas comblés.² Le 21 décembre 2016 à New York, Donald Trump annonçait la formation de son conseil national pour le commerce [*National Trade Council*] sous la direction de Peter Navarro.³ La mission officielle du NTC est de développer les grandes lignes d'une politique commerciale et industrielle pour le président. Navarro, économiste et professeur en gestion des affaires à l'Université de Californie-Irvine, a co-écrit des textes sur la Chine avec Wilbur Ross, l'actuel secrétaire au Commerce. L'argument principal de Navarro est que la République populaire de Chine [RPC] favorise une forme de capitalisme qui cause des dommages à l'économie américaine en faussant les règles de la concurrence.⁴ C'est ce qui expliquerait selon lui un déficit commercial important avec la Chine ainsi qu'une délocalisation de la production des entreprises américaines vers l'Asie-Pacifique.

¹ Shawn Donnan, Demetri Sevastopulo, « White House civil war breaks out over trade : fiery meeting in Oval Office between economic nationalists and pro-trade moderates », *Financial Times*, March 10, 2017. En ligne : <https://www.ft.com/content/badd42ce-05b8-11e7-ace0-1ce02ef0def9>

² En date du 29 mars 2017, le président Donald Trump n'a toujours pas procédé à la nomination des membres de son Conseil Économique [Council of Economic Advisors]. Cette information se trouve en ligne : <https://www.whitehouse.gov/cea>

³ Voir le site web du NTC : <http://www.nationaltradecouncil.org>

⁴ Evelyn Cheng, « Trump's newest advisor Navarro makes all the tough talk about China look serious », *CNBC*, December 22, 2016. En ligne : <http://www.cnbc.com/2016/12/22/who-is-peter-navarro-trump-advisor-wants-to-get-tough-on-china-trade.html>

Le contrepois à l'influence de Peter Navarro et du NTC au bureau oval réside dans le conseil national sur l'économie [*National Economic Council*] qui a été créé

Navarro's work has become more nuanced over the years, but has continued to maintain a perspective of winning and losing to China.

Charles Freeman III, ancien adjoint au Représentant du Commerce des États-Unis pour la Chine, 22 Décembre 2016.

sous l'administration de Bill Clinton. Le NEC fait partie du bureau exécutif du président [*Executive Office of the President*] et ses bureaux sont situés à la Maison-Blanche.⁵ Gary Cohn, ancien chef des opérations chez Goldman Sachs, a été nommé par le président Trump à la tête du NEC en décembre 2016.⁶ La réussite la plus significative de Cohn est la nomination de Andrew Quinn comme adjoint spécial du président Trump pour

le commerce international, les investissements et le développement. Quinn est un spécialiste du commerce international et un vétéran des négociations commerciales avec les pays de l'Asie-Pacifique et des Amériques. Il a servi sous l'administration Obama en tant que sous-adjoint du Représentant au Commerce des États-Unis [USTR] et négociateur sénior au sein de la délégation américaine lors des négociations sur le Partenariat Trans-Pacifique [TPP]. Il a également servi au conseil national de sécurité [*National Security Council*] en tant que directeur des affaires économique pour l'Asie.⁷ Bref, Quinn est en mesure de fournir une solide expertise au sein de l'administration Trump sur les questions commerciales.

At the moment it appears that the Wall Street wing of the Trump administration is winning this battle and the Wall Street wing is in favour of the status quo in terms of U.S. trade policy.

Thea Lee, syndicaliste et membre du conseil manufacturier du président Trump, 10 Mars 2017.

⁵ Shawn Donnan and Demetri Sevastopulo, *idem*. Voir aussi le site web du NEC : <https://www.whitehouse.gov/administration/eop/nec>

⁶ Laura Noonan and Demetri Sevastopulo, « Gary Cohn quits Goldman to head Trump's National Economic Council », *Financial Times*, December 12, 2016. En ligne : <https://www.ft.com/content/d92c358c-c08f-11e6-81c2-f57d90f6741a>

⁷ Shawn Donnan and Demetri Sevastopulo, *idem*. Voir aussi la courte biographie sur Andrew Quinn dans la publication des nominations à la Maison-Blanche en date du 27 février 2017. En ligne : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/02/27/whitehouse-national-economic-council-director-announces-senior-staff>

Les hommes du Président. Wilbur L. Ross Jr. (Commerce) ; Steven T. Mnuchin (Trésor) ; Rex Tillerson (Secrétaire d'État) et Robert Lighthizer (USTR-non confirmé par le Sénat)

Le secrétaire au Commerce Wilbur L. Ross Jr. est l'homme fort en matière de commerce international. Son actif net est évalué à près de 2.5 milliards de dollars. Ross est un spécialiste du redressement des entreprises en faillite. Il a commencé sa carrière chez Rothschild avant de fonder sa propre firme d'investissement, WL Ross & Co. en 2000. Il a vendu cette dernière en 2006 à la firme de gestion d'investissement Invesco pour environ 375 millions de dollars. Les liens entre Wilbur Ross et Donald Trump sont étroits. Les deux hommes se connaissent depuis vingt ans et Ross a servi comme conseiller économique de Trump durant la campagne présidentielle.⁸ Au moment de sa nomination, Ross détenait des intérêts ainsi qu'un poste au conseil d'administration dans 82 compagnies et fondations, la plupart ayant des liens avec WL Ross & Co., une division d'Invesco.⁹ Selon Max Abelson, Ross exerce une très grande influence sur la direction de la politique commerciale américaine.¹⁰

En fait, Wilbur Ross est à la tête d'une équipe composée de vétérans de l'industrie de l'acier aux États-Unis. Il s'agit d'individus comme l'ancien patron de Nucor Corp. Dan DiMicco et des avocats d'affaires rompus aux rouages du commerce international dont Robert Lighthizer (en attente de confirmation pour le poste de USTR) et Jeffrey Gerrish qui ont représentés la United Steel, ainsi que Stephen P. Vaughn, l'actuel représentant par intérim au Commerce [acting USTR], qui a défendu les intérêts de la AK Steel par le passé. L'industrie de l'acier étant, depuis plusieurs années, aux premières loges d'une bataille légale contre des pratiques perçues comme 'déloyales' de la part de la Chine, on doit s'attendre à une application stricte des lois américaines sur le commerce.¹¹ Tout porte à croire que le département du Commerce et le Représentant au Commerce des États-Unis [USTR] travaillent en étroite collaboration pour faire avancer l'agenda du Président concernant la réduction du déficit commercial.

Ross is positioned to become the most powerful Commerce boss in years.

Ross will be the administration's leader on setting trade priorities, a role usually reserved for the U.S. Trade Representative.

Max Abelson, Bloomberg Businessweek, 26 janvier 2017.

⁸ Voir le profil de Wilbur Ross dressé par le magazine *Forbes*. En ligne :

<https://www.forbes.com/profile/wilbur-ross-jr>

⁹ Matthey Goldstein, « Commerce pick Wilbur Ross to divest at least 80 holdings », *The New York Times*, 17 janvier 2017. En ligne : <https://nyti.ms/2K2LvOg>

¹⁰ Max Abelson, « Wilbur Ross and the era of billionaire rule », *Bloomberg Businessweek*, 26 janvier 2017. En ligne : <https://www.bloomberg.com/news/features/2017-01-26/wilbur-ross-and-the-cabinet-of-billionaires>

¹¹ Lawder, David, « Trump packs trade team with veterans of steel wars with China », *Reuters*, 13 décembre 2016. En ligne :

<http://www.reuters.com/article/us-usa-trump-china-trade-analysis-idUSKBN13Y2FI>

Robert Lighthizer est un vétéran de la diplomatie commerciale. Ce dernier a servi comme sous-représentant du Représentant au commerce à l'époque de Ronald Reagan.¹² On porte à son crédit ses efforts pour persuader le Japon à mettre en place des quotas à l'exportation, aujourd'hui interdits par l'OMC.¹³ Il est à prévoir que Lighthizer, sous réserve de sa confirmation par le Sénat, utilisera tous les moyens à sa disposition pour mettre de la pression sur les pays qui bénéficient de surplus commerciaux importants avec les États-Unis.¹⁴

Lors d'une audience devant les membres du comité sénatorial sur les Finances le 14 mars dernier, Lighthizer a précisé sa pensée sur la politique commerciale. La réduction du déficit commercial n'est pas le seul objectif. Il s'agit aussi de promouvoir une plus grande efficacité du commerce en éliminant toute forme de barrières commerciales. Cela pourrait permettre d'augmenter les exportations de biens et services américains sur les marchés internationaux.¹⁵ C'est l'essence même de la notion de 'commerce équitable' pour l'administration Trump. La cible de cette politique est le déficit commercial de 347 milliards de dollars enregistré avec la RPC en 2016 alors que le déficit global de la balance commerciale des États-Unis était de 700 milliards de dollars selon les données du bureau de la statistique [*U.S. Census Bureau*].¹⁶

[...] the team is expected to help shift the U.S. trade focus more heavily toward enforcement actions aimed at bringing down a chronic U.S. trade deficit, Washington trade experts said.

David Lawder, Reuters, 13 décembre 2016.

Dans ses déclarations sur la question de la renégociation de l'ALÉNA, Wilbur Ross abonde dans le même sens que Lighthizer en faisant allusion aux 'imperfections' de l'accord. L'objectif est de rééquilibrer la balance commerciale tout en augmentant le niveau global des échanges commerciaux. On doit s'attendre aussi, selon Ross, à ce que les secteurs de l'économie numérique et des services soient abordés dans de futures négociations.¹⁷

En somme, pour l'administration Trump, la mesure du succès ou de l'échec des rapports commerciaux des États-Unis avec ses partenaires est la taille de ses surplus ou de ses déficits de la balance commerciale. Il s'agit d'une vision qui considère le commerce international comme étant un jeu de rapports de force entre des partenaires rivaux, une vision, il y a peu encore, virulemment critiquée et appli-

¹² Jenny Leonard, « Senators press Lighthizer on trade deficits, Ex-Im Bank, USTR responsibilities », *Inside U.S. Trade daily news*, 14 mars 2017. En ligne : <https://insidetrade.com/daily-news/senators-press-lighthizer-trade-deficits-ex-im-bank-ustr-responsibilities>

¹³ Robert Lawder, *idem*.

¹⁴ Robert Lawder, *idem*.

¹⁵ Jenny Leonard, *idem*.

¹⁶ Shawn Tully, « The promise and the peril of the Trump economy », *Fortune*, vol. 175, no. 3 (2017), p. 83. En ligne : <http://www.fortune.com/2017/02/16/president-donald-trump-economy-executive-orders-policy>

¹⁷ Jenny Leonard, « Ross : NAFTA renegotiation aimed at reducing U.S. trade deficit while increasing total trade », *Inside U.S. Trade daily news*, 13 mars 2017. En ligne : <https://insidetrade.com/daily-news/ross-nafta-renegotiation-aimed-reducing-us-trade-deficit-while-increasing-total-trade>

quée à la Chine. La notion même de 'commerce équitable' ou de 'libre-échange équitable' reste à définir.

Existe-t-il un contrepoids à l'influence du secrétaire au Commerce Wilbur Ross au sein de l'administration Trump ? La réponse réside dans la « filière Goldman Sachs » représentée par Gary Cohn et le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin. Pour l'économiste Jeffrey Frankel, la principale tâche de Mnuchin sera de persuader le président Trump que la Chine ne manipule pas sa monnaie pour obtenir un avantage sur ses marchés d'exportation.¹⁸

La marge de manœuvre du secrétaire au Trésor est mince. D'une part Mnuchin, lors de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales à Baden-Baden les 17 et 18 mars derniers, a refusé d'inclure dans le communiqué final du G-20 l'engagement

Trump's entire administration is surely expected to adhere to his "America first" approach. As a senior Treasury official recently declared, Mnuchin will be "pushing hard" to ensure that the G20 plays "a helpful role in advancing U.S. interests"

Jeffrey Frankel, « Mnuchin's mission », *Project Syndicate*, 22 mars 2017.

pourtant traditionnel à ne pas recourir aux mesures protectionnistes.¹⁹ D'autre part, la réunion au sommet entre le président Trump et le président de la RPC Xi Jinping est prévue pour les 6 et 7 avril prochains à Palm Beach en Floride. Quel sera le rôle du secrétaire au Trésor lors de cette rencontre ?

La décision des États-Unis de ne pas souscrire au consensus du G-20 sur la question du protectionnisme a soulevé

bien des déceptions. Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, soutient que les relations commerciales futures avec les États-Unis en seront probablement affectées.²⁰ En somme, le président Trump devra persuader ses partenaires commerciaux qu'il n'a pas l'intention de provoquer une guerre commerciale et définir ce qu'il entend par 'commerce équitable'. Il n'a que très peu de temps pour clarifier ses intentions. Outre la rencontre prévue avec le président Xi Jinping au début avril, il y aura la rencontre du G-7 en Italie au mois de mai suivie du sommet du G-20 à Hambourg en juillet.

Le dernier rempart contre une dérive mercantiliste de la politique commerciale américaine est le secrétaire d'État Rex Tillerson, l'ancien président de la pétrolière Exxon. Mais, selon Robert Jervis, la marginalisation de Tillerson au sein du cabinet de Donald Trump nuit à la diplomatie américaine. La faible influence du secrétaire d'État se reflète dans le veto du président à la nomination d'Elliott Abrams au poste de sous-secrétaire d'État ainsi que dans les coupes sombres au

¹⁸ Jeffrey Frankel, « Mnuchin's mission », *Project Syndicate*, 22 mars 2017. En ligne : <http://prosyn.org/AXA17b1>

¹⁹ BBC News, « G20 finance ministers drop anti-protectionist pledge », *BBC*, 18 mars 2017. En ligne : <http://www.bbc.com/news/business-39315098>

²⁰ BBC News, *idem*.

budget du département d'État.²¹ Selon Jervis, l'usage veut que le poste de secrétaire d'État occupe le plus haut rang au sein du cabinet. Par contre, l'influence et le prestige associés à ce poste dépendent en grande partie de la qualité des rapports professionnels avec le président. C'est ce qui ferait défaut entre les deux hommes. À terme, les conséquences pourraient s'avérer néfastes pour les États-Unis. D'une part, le président se prive des ressources du département d'État pour mener à bien sa politique étrangère et, d'autre part, cette situation complique le travail du service diplomatique à l'étranger.²² À cet égard, le risque auquel peuvent faire face les États-Unis est leur isolement dans le cas où les intérêts commerciaux américains ne pourraient être conciliés avec les intérêts de leurs partenaires.

La Chine est-elle dans le collimateur de Washington ?

La nature des rapports commerciaux entre les États-Unis et la République populaire de Chine

Les rapports économiques entre la RPC et les États-Unis se sont développés considérablement depuis 30 ans. La valeur du commerce des marchandises est passée de 2 milliards de dollars en 1979 à près de 579 milliards de dollars en 2016. La Chine représente le deuxième plus important partenaire commercial pour les États-Unis, son troisième plus grand marché pour ses exportations et son premier fournisseur.²³ Selon une source de Wayne Morrison, la Chine constitue un marché de 400 milliards de dollars pour les firmes multinationales américaines lorsque les services vendus sur le marché chinois, les ventes des filiales américaines et les produits ré-exportés sur le territoire chinois à partir de HongKong sont comptabilisés.²⁴ Il est donc important de relativiser les résultats du calcul de la balance commerciale qui montre un déficit important pour les États-Unis vis-à-vis la Chine.

Morrison souligne également que la Chine est parfaitement intégrée à la chaîne de valeurs des firmes multinationales américaines et que ce pays est le deuxième plus important détenteur de bons du trésor américain pour une valeur nominale de 1.1 milliards de dollars en 2016. Les liens économiques entre les États-Unis et

²¹ Robert Jervis, « Rex Tillerson might be the weakest secretary of State ever », *Foreign Policy*, 10 mars 2017. En ligne : <http://www.foreignpolicy.com/2017/03/10/rex-tillerson-might-be-the-weakest-secretary-of-state-ever>

²² Robert Jervis, *idem*.

²³ Wayne M. Morrison, *China-U.S. Trade Issues*, Washington D.C : Congressional Research Service, 2017, p. 2. En ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33536.pdf>

²⁴ Wayne M. Morrison, *idem*.

la Chine sont donc étroits. Cela permet aux entreprises américaines d'améliorer leur productivité et leur compétitivité sur les marchés internationaux.²⁵

Avec l'expansion des échanges commerciaux sino-américain, on note également un

While China has significantly liberalized its economic and trade regimes over the past three decades, it continues to maintain (or has recently imposed) a number of state-directed policies that appear to distort trade and investment flows.

Wayne M. Morrison, *China-US Trade Issues*, CRS, 6 mars 2017, p. 2

accroissement des différends entre les deux pays. La Chine étant un pays en développement qui est loin s'en faut d'avoir complété sa transition vers une économie de marché, le rôle actif joué par l'État peut être perçu comme une tentative de manipuler le fonctionnement du marché et la fluidité des investissements.²⁶

Deux approches s'affrontent pour aborder les conflits commerciaux avec la Chine. La première est une

attitude ferme. Les États-Unis peuvent utiliser les mécanismes de règlement des différends à l'Organisation Mondiale du Commerce pour forcer la Chine à respecter la lettre des règles commerciales multilatérales. Le gouvernement des États-Unis peut également recourir à ses tribunaux pour faire appliquer les lois commerciales américaines. Si cela ne suffit pas, il existe toujours la possibilité d'imposer des sanctions commerciales.²⁷ Le problème avec cette approche est qu'elle peut provoquer l'imposition de contre-mesures à l'endroit des entreprises américaines qui opèrent sur le territoire de la RPC.

La deuxième approche, plus constructive, est de poursuivre le dialogue avec la Chine sur les plans bilatéral et multilatéral tout en incitant cette dernière à accélérer sa transition vers l'économie de marché.²⁸

L'administration Trump devrait commencer à réévaluer ses options pour ce qui est de sa politique commerciale. En attendant, tout est mis sur la réduction du déficit commercial. Mais de quelle marge de manœuvre dispose-t-elle ? Et en cas de dérapage ou, dans le pire des scénarios, de confrontation commerciale, existe-t-il une politique de rechange ?

²⁵ Wayne M. Morrison, *idem*.

²⁶ Wayne M. Morrison, *idem*.

²⁷ Wayne M. Morrison, *idem*.

²⁸ Wayne M. Morrison, *idem*.

Références

- Abelson, Max. « Wilbur Ross and the era of billionaire rule ». *Bloomberg Businessweek*, 26 janvier 2017. En ligne : <https://www.bloomberg.com/news/features/2017-01-26/wilbur-ross-and-the-cabinet-of-billionaires>
- Armstrong, Shiro. « A new deal in Asia : can RCEP pick up where the TPP left off ? ». *Foreign Affairs*, 17 mars 2017. En ligne : <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2017-03-17/new-deal-asia>
- Caporal, Jack. « Analysts : China's policies don't match rhetoric on embracing globalization ». *Inside U.S. Trade daily news*, 27 février 2017. En ligne : <https://insidetrade.com/daily-news/analysts-chinas-policies-dont-match-rhetoric-embracing-globalization>
- Cheng, Evelyn. « Trump's newest adviser Navarro makes all the tough talk about China look serious ». *CNBC*, 22 décembre 2016. En ligne : <http://www.cnbc.com/2016/12/22/who-is-peter-navarro-trump-advisor-wants-to-get-tough-on-china-trade.html>
- Donnan, Shawn, and Demetri Sevastopulo. « White House civil war breaks out over trade ». *Financial Times*, 10 mars 2017. En ligne : <https://www.ft.com/content/badd42ce-05b8-11e7-ace0-1ce02ef0def9>
- Federal Republic of Germany, ministry of finance. *Communiqué. G20 finance ministers and central bank governors meeting in Baden-Baden, Germany, 17-18 March 2017*. Berlin : Ministry of Finance, 2017, 5 pages. En ligne : <http://www.bundesfinanzministerium.de/Content/EN/Standardartikel/Topics/Featured/G20/G20Communique-beitrag.html>
- Frankel, Jeffrey. « Mnuchin's mission ». *Project Syndicate*, 22 mars 2017. En ligne : <http://prosyn.org/AXA17bI>
- Goldstein, Matthew. « Commerce pick Wilbur Ross to divest at least 80 holdings ». *The New York Times*, 17 janvier 2017. En ligne : <https://nyti.ms/2K2LvOg>
- Jervis, Robert. « Rex Tillerson might be the weakest secretary of state ever ». *Foreign Policy*, 10 mars 2017. En ligne : <http://foreignpolicy.com/2017/03/10/rex-tillerson-might-be-the-weakest-secretary-of-state-ever>
- Lawder, David. « Trump packs trade team with veterans of steel wars with China ». *Reuters*, 13 décembre 2016. En ligne : <http://www.reuters.com/article/us-usa-trump-china-trade-analysis-idUSKBN13Y2FI>
- Leonard, Jenny. « Ross : NAFTA renegotiation aimed at reducing U.S. trade deficit while increasing total trade ». *Inside U.S. Trade daily news*, 13 mars 2017. En ligne : <https://insidetrade.com/daily-news/ross-nafta-renegotiation-aimed-reducing-us-trade-deficit-while-increasing-total-trade>
- Leonard, Jenny. « Senators press Lighthizer on trade deficits, Ex-Im Bank, USTR responsibilities ». *Inside U.S. Trade daily news*, 14 mars 2017. En ligne : <https://insidetrade.com/daily-news/senators-press-lighthizer-trade-deficits-ex-im-bank-ustr-responsibilities>
- Morrison, Wayne M. *China–U.S. Trade Issues*. Washington D.C. : Congressional Research Service, 2017, 80 pages. En ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33536.pdf>
- Noonan, Laura, and Demetri Sevastopulo. « Gary Cohn quits Goldman to head Trump's National Economic Council ». *Financial Times*, 12 décembre 2016. En ligne : <https://www.ft.com/content/d92c358c-c08f-11e6-81c2-f57d90f6741a>

Sevastopulo, Demetri, and Shawn Donnan. « 'Death by China' author to lead Trump trade office ». *Financial Times*, 21 décembre 2016. En ligne : <https://www.ft.com/content/71a201d2-c7b3-11e6-8f29-9445cac8966f>

Tully, Shawn. « The promise and the peril of the trump economy ». *Fortune*, vol. 175, no. 3 (2017), pp. 80-90. <http://www.fortune.com/2017/02/16/president-donald-trump-economy-executive-orders-policy>

United States Congress. *Bipartisan Congressional Trade Priorities and Accountability Act of 2015*. Washington D.C.: United States Government Printing Office, 2015, 118 pages. En ligne : <https://www.govtrack.us/congress/bills/s995>

Deng, Yong. « Can China save the global order ? ». *Project Syndicate*, 20 mars 2017. En ligne : <http://prosvn.org/aN31Bnm>

Études économiques, ouvrages et articles connexes ce mois-ci

Armstrong, Shiro. « A new deal in Asia : can RCEP pickup where the TPP left off ? ». *Foreign Affairs*, March 17, 2017. En ligne : <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2017-03-17/new-deal-asia>

Frankel, Jeffrey. « The Plaza Accord, 30 years later ». *NBER Working Paper Series*, no. 21813 (2015). En ligne : <http://www.nber.org/papers/w21813>

Morrison, Wayne M. *China-U.S. Trade Issues*. Washington D.C. : Congressional Research Service, 2017, 80 pages. En ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33536.pdf>

Navarro, Peter, and Greg Autry. *Death by China : Confronting the dragon – A global call to action*. Upper Saddle River : Pearson FT Press, 2011, 320 pages. <https://www.amazon.ca/dp/0134319036>

Nelson, Rebecca M. *The G-20 and International Economic Cooperation : Background and implications for Congress*. Washington D.C. : Congressional Research Service, 2014, 17 pages. En ligne : <https://fas.org/sgp/crs/row/R40977.pdf>

Smith, Tony. *Why Wilson matters : the origins of American liberal internationalism and its crisis today*. Princeton : Princeton University Press, 2017, 352 pages. <https://www.amazon.ca/dp/069117167X>

Subacchi, Paola. *How China is building a global currency : The People's money*. New York : Columbia University Press, 2016, 256 pages. <https://www.amazon.ca/dp/0231173466>

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction

Christian Deblock, professeur
titulaire au département de
science politique de l'UQAM et
directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

Luc Pelletier, rédacteur
associé au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine
Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-
1560
Montréal (Québec) H2L 2C5
CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-
Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste
3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

